

S é a n c e
sur la revision du Pacte de la Société des Nations
tenue au Département politique fédéral
le 24 août 1936 +

Sont présents:

- M. le Conseiller fédéral G. Motta, chef du Département politique fédéral,
- M. le professeur Max Huber, président du Comité international de la Croix-Rouge,
- M. le professeur W. Burckhardt,
- M. le ministre P. Bonna, chef de la Division des affaires étrangères,
- M. C. Gorgé, conseiller de légation, chef de la Section de la Société des Nations du Département politique,
- M. H. Voirier, juriste à la Division des affaires étrangères.

M. Motta ouvre la séance à 9 heures.

Il a tenu à convoquer tout d'abord une séance restreinte pour examiner la question de la revision du Pacte. Cette question sera encore discutée au Conseil fédéral. M. Motta verra ensuite s'il y a lieu de convoquer une séance plus nombreuse.

+ Note. Pour faciliter la discussion, M. Gorgé avait rédigé une étude intitulée "Quelques idées pour servir de contribution à l'examen des questions touchant à la réforme de la Société des Nations". On trouve ce document au dossier.

Il ne semble pas que l'Assemblée de la Société des Nations puisse faire grand'chose, lors de sa prochaine session, pour la révision du Pacte. Le problème n'est pas encore mûr, les divergences sont trop grandes. A part la déclaration très courte de M. Delbos, aucune proposition n'a été envoyée, d'ailleurs, au Secrétariat de la Société des Nations jusqu'à présent. On peut toutefois voir d'ores et déjà certaines tendances. C'est ainsi que le groupe formé par la France, la Petite-Entente et l'U.R.S.S. ne veut de révision que dans le sens d'en renforcement de l'article 16. On se demande quelle sera l'attitude de l'Italie. On peut penser qu'elle interviendra dans la discussion au mois de septembre.

La question qui se pose pour nous est celle de savoir si nous devons profiter de l'occasion qui se présente pour faire une communication au Secrétariat de la Société des Nations. Si la réponse est affirmative, que devrions-nous dire ? Dans le cas où nous voudrions exposer nos vœux pour la révision d'ensemble du Pacte, il faudrait songer aux procédures utilisables. On ne peut pas réviser par le moyen de résolutions interprétatives. Interpréter, ce n'est pas réviser. Mais la procédure d'amendement est très difficile, on le sait. Nous pourrions nous borner, d'autre part, à ce qui touche particulièrement nos intérêts vitaux. Il y aurait intérêt en tout cas à parler de notre situation spéciale, car il ne faut pas se cacher que cette situation peut donner naissance à des mouvements populaires tendant à notre sortie de la Société des Nations. Nous nous trouverions, devant de tels mouvements, dans une situation tout autre qu'en 1920. L'attitude des partis politiques est, en effet, sensiblement différente.

M. Motta est venu à la séance sans idées préconçues. Sa

préoccupation essentielle est de savoir si nous devons profiter de l'occasion pour éclaircir notre situation ; jamais cette situation n'a autant préoccupé M. Motta que pendant le conflit italo-éthiopien, surtout au moment où l'on a pu croire que les sanctions allaient passer du domaine économique au domaine militaire. Il ne faudrait pas que nous nous trouvions une seconde fois dans une situation pareille.

M. Huber pense que nous ne pouvons pas laisser passer l'occasion. Notre situation n'est pas claire, elle est même dangereuse. Il est impossible de rester dans cette situation. Plus tard, il pourrait être beaucoup plus difficile d'intervenir.

En soi, une revision du Pacte serait hautement souhaitable. Le Pacte a de nombreux défauts, il ne correspond plus à la situation actuelle. Une revision aurait d'ailleurs cet avantage qu'elle permettrait au peuple suisse, par le jeu du referendum, de prendre position à l'égard de la Société des Nations.

Une revision substantielle du Pacte paraît toutefois pratiquement exclue. L'unanimité des membres du Conseil ne pourrait pas être obtenue. La France, la Petite-Entente et la Russie ne donneront jamais une chance de réussite à un mouvement qui mettrait en danger le capital politique qu'elles ont acquis. La revision ne sera possible que le jour où les grandes puissances membres de la Société des Nations désireront faire le nécessaire pour que les autres grandes puissances viennent à la Société.

Il y aurait peut-être plus de chances de faire adopter des résolutions par l'Assemblée, mais si ces résolutions apportent vraiment quelque chose de nouveau, elles ne

réuniront pas l'unanimité non plus ou ne passeront qu'à la faveur d'abstentions qui rendraient la situation encore moins claire.

Il ne faut donc pas se faire d'illusions, il ne sortira rien de positif des débats qui auront lieu. On en restera vraisemblablement à la situation actuelle.

Que faire dans ces conditions ? M. Huber, comme beaucoup de Suisses, est très anxieux au sujet de notre position. Si la France persiste dans l'attitude antifasciste qu'elle a adoptée récemment, nous nous trouverons dans une situation beaucoup plus dangereuse qu'au cours du conflit italo-éthiopien, car la politique française était alors assez semblable à la nôtre.

Il convient de réexaminer chaque traité, chaque situation, de temps à autre. Comparant la situation actuelle avec celle de 1920, M. Huber constate, en premier lieu, que l'évolution de la Société des Nations s'est faite dans un sens tout différent de celui que nous espérions. Le système de Versailles est aujourd'hui fortement ébranlé. L'universalité n'a jamais été atteinte par la Société des Nations. Or, l'espoir que cette universalité serait réalisée fut l'un des principaux arguments qui nous ont amenés à nous prononcer, en 1920, en faveur de l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations. Nous avons cru également alors que le désarmement des puissances centrales serait rapidement suivi par le désarmement des autres. Or, la Conférence du désarmement a été un échec complet.

En ce qui concerne plus particulièrement l'article 16, la politique du Conseil fédéral a été, dès le début,

de limiter les obligations qui en découlent. La France a toujours été contre nous sur ce point, notamment dans la commission du blocus. Nous pouvons nous attendre donc à ce que l'attitude de ce pays à notre égard soit toujours semblable à celle qui fut prise par M. de Coulondre à Genève. On avait pu croire, cependant, que l'article 16 était devenu lettre morte, surtout lorsqu'il ne fut pas appliqué à l'occasion du conflit italo-japonais. Ce ne fut donc pas sans surprise qu'on en constata l'emploi ultérieurement. La politique de la Société des Nations s'est ainsi développée en zig-zag.

L'Allemagne est entrée dans la Société des Nations en 1926, ce qui était excellent pour nous, mais elle est sortie et a réarmé, ce qui constitue un facteur politique important. Le Japon est sorti aussi. La Russie, il est vrai, est venue. On peut différer d'opinion à ce sujet. Pour sa part, M. Huber serait porté à croire que sa présence offre de plus grands dangers que son absence. Quant aux Etats-Unis, il serait vain d'attendre de leur part une collaboration politique effective. Les milieux académiques ou religieux qui sont pour la Société des Nations n'ont pas d'influence réelle aux Etats-Unis sur le gouvernement et sur l'opinion publique, qui est, dans son ensemble, hostile à la Société des Nations.

Il faut observer, enfin, que dans l'esprit du président Wilson, la Société des Nations devait être une institution démocratique, fruit de la victoire des démocraties. A cet égard également, la situation est toute différente, maintenant, puisque plusieurs pays européens vivent

sous le régime de la dictature.

Il faut prendre tous ces éléments en considération pour bien juger de la situation.

Quelles sont maintenant nos raisons de tenir à la Société des Nations ?

Le motif le plus important, selon M. Huber, est que la Société des Nations constitue un essai de développer le droit international sur un plan général, méthode bien préférable aux procédures antérieures de négociations entre pays voisins. A ce point de vue, l'échec de la Société des Nations serait une catastrophe morale. L'occasion de recommencer cet essai ne se présenterait sans doute pas avant longtemps.

Quant à la sécurité qui nous est donnée par la Société des Nations, elle est bien fragile. Nos garanties de sécurité restent au fond les mêmes qu'en 1914.

M. Huber passe aux éléments négatifs de la question.

Il observe, en premier lieu, que les personnes qui soutiennent actuellement la Société des Nations ne sont plus les mêmes qu'en 1920. Alors, la Suisse romande et les grands partis, sauf les socialistes, étaient nettement en faveur de l'entrée dans la Société des Nations. Ce n'est plus le cas. Les socialistes sont maintenant plutôt pour la Société des Nations. Ceux qui soutiennent, en outre, la Société des Nations, forment un petit groupe d'idéalistes sans appui réel dans le peuple. Une initiative tendant à la sortie de la Suisse de la Société des Nations serait, dans ces conditions, un danger sérieux.

Quant à la question des sanctions, le peuple

a senti que les risques du système ne correspondent pas à la sécurité qu'il donne. Le problème du transit, notamment par le Saint-Gothard, est un aspect particulièrement délicat de cette question.

La Société des Nations risque actuellement, au surplus, de s'orienter dans une direction de plus en plus déterminée sous l'influence des Etats qui poursuivent une politique intérieure analogue. Deux partis se forment, d'un côté les rouges, de l'autre, leurs adversaires. Cette situation est loin d'être réjouissante.

Cela dit, M. Huber se demande ce que nous pourrions dire. Il est d'accord avec M. Gorgé, dont il a lu l'étude avec beaucoup d'intérêt, pour ne pas poser, pour le moment, la question de la révision du Pacte proprement dite. Cela ne nous empêcherait peut-être pas de dire que nous souhaitons que la Société des Nations devienne universelle. M. Huber se féliciterait qu'une forme de la Société des Nations permettant le retour ou l'entrée de certains Etats -notamment de l'Allemagne- pût être trouvée. Une Société des Nations universelle avec un pacte différent ne serait-elle pas préférable à la Société des Nations actuelle ?

M. Huber montre, en outre, combien il est dangereux de considérer l'article 19 comme lettre morte. Il faut bien pourtant trouver un moyen d'adapter le droit aux situations nouvelles. Mais il est exclu de pouvoir parler de cet article à la prochaine session. On se heurterait à l'opposition immédiate de la France et de la Petite-Entente.

Nous devons appeler l'attention, en revanche, sur notre situation spéciale, sur le fait que l'obligation d'appliquer les sanctions nous fait courir des risques concrets

importants sans que notre sécurité en soit augmentée de façon sensible. Pour amener l'Assemblée à voter une résolution en faveur de notre thèse, le seul moyen paraît à M. Huber d'exercer une pression sur les autres Etats, par exemple en opposant notre veto aux propositions françaises dans la mesure où il ne serait pas tenu compte de notre situation.

Nous pourrions aussi nous borner à faire une déclaration que l'Assemblée enregistrerait tacitement, mais le résultat serait bien fragile, car, en cas de nouvelles complications, les Etats intéressés n'en invoqueraient sans doute pas moins contre nous le texte du Pacte.

En 1920, on avait cru pouvoir faire une différence entre les sanctions militaires et les sanctions économiques et déduire en théorie que celles-ci ne sont pas contraires à la neutralité. Les événements ont montré le danger de cette distinction. Nous ne pourrions pourtant guère nous réserver le droit de décider, de cas en cas, si nous appliquerons ou non les sanctions selon les risques que la situation comporterait pour nous. Les autres Etats pourraient difficilement se contenter d'un tel critère.

M. Huber pense qu'il serait juste de demander, comme le suggère M. Gorgé, aux grandes puissances de prendre sur elles le fardeau des sanctions. Il convient qu'il y ait corrélation absolue entre le droit et la responsabilité, la force et le danger.

Il serait de bonne tactique que nous essayions de former un front des "anciens neutres" sur ce terrain. Ce groupe devrait déclarer qu'il ne peut pas admettre qu'on applique l'article 16 dans un cas et qu'on ne l'applique pas

dans un autre. Si nous obtenions cette action commune, ce serait déjà beaucoup.

Dans la suite, il pourrait sembler souhaitable de convoquer une réunion plus nombreuse, dans laquelle seraient représentés les grands partis et la Commission de la défense nationale. La question de savoir si nous devons ou non rester membre de la Société des Nations devrait être discutée à fond dans cette réunion, de manière que le Conseil fédéral puisse se rendre compte de l'opinion du peuple suisse.

M. Burckhardt n'a pas le même point de vue que M. Gorgé. Il croit qu'il ne serait pas mauvais que nous apportions une fois une contribution positive et que nous parlions au nom de l'intérêt général.

On doit constater que la Société des Nations n'a pas tenu ce qu'elle avait promis. Il ne faut pas promettre ce qu'on ne peut pas tenir. Voilà ce que beaucoup de personnes pensent chez nous.

En outre, on s'est aperçu que les sanctions sont au-dessus des forces de la Société des Nations. Il est déraisonnable de penser qu'il soit possible de créer une force, une armée internationale.

Nous devrions dire cela et ajouter qu'à nos yeux, la Société des Nations devrait constituer une association d'Etats dont le but serait de faire tout ce qui est possible, à l'exclusion de l'emploi de la force, pour maintenir la paix.

Est-ce que cela serait affaiblir la Société des Nations ? Que signifie ici "affaiblir" ? Ne serait-ce pas un affaiblissement que de continuer à ne pas tenir ce qu'on

a promis ?

M. Burckhardt reconnaît, d'ailleurs, que ces vues n'ont pas beaucoup de chances de succès pour le moment.

Nous ne saurions admettre en tout cas un renforcement des sanctions. Nous ne pouvons rien faire de plus.

A côté de la Société des Nations se sont constituées des ententes régionales. La Société des Nations ne peut pas les empêcher et il faut compter avec elles. Mais c'est une raison de plus pour ne plus vouloir des sanctions. On dit qu'en cas de conflit, les Etats directement intéressés appliqueront les sanctions militaires ; les autres n'auront que le devoir, voire même seulement le droit, d'appliquer des sanctions économiques. Mais, de cette manière, la politique de la Société des Nations finirait pas dépendre de la politique de ces formations régionales. Nous ne pouvons accepter cela.

Une occasion très favorable se présente pour exposer notre opinion. Pour beaucoup de gens, et pour M. Burckhardt lui-même, ce serait un grand soulagement que de savoir que notre qualité de membre de la Société des Nations ne nous oblige plus à appliquer les sanctions. Beaucoup de personnes pensent que notre neutralité serait mieux sauvegardée de cette manière.

M. Burckhardt ne peut se rallier à l'idée selon laquelle il faudrait laisser au Conseil seul, c'est-à-dire aux grandes puissances, la responsabilité des sanctions. Cela ne semble ni possible ni désirable. On peut comprendre un tel système à l'intérieur de l'Etat, où il revient aux gouvernants, qui ont les compétences, de prendre les responsabilités. Sur le plan international, il n'en va pas de même. Il n'y a pas de gouvernants et de gouvernés. Si on faisait des différences,

on constituerait deux catégories d'Etats, les grands et les petits. On créerait en quelque sorte des Etats vassaux. Il y aurait une manière de protectorat du Conseil sur les autres membres.

Il faut nous placer, insiste M. Burckhardt, au-dessus des intérêts locaux de la Suisse, mais présenter des propositions qui soient à la fois dans l'intérêt de la Société des Nations et dans l'intérêt de la Suisse.

Si nous ne pouvons obtenir une revision effective, les autres résultats (résolutions, interprétations, etc.) ne compteraient guère, car le champ resterait toujours ouvert aux contestations. A défaut de revision, M. Burckhardt préférerait donc qu'on en restât à l'état des choses actuelles.

M. Bonna pense aussi que l'article 16, tel qu'il est, est dangereux pour nous et qu'il est nécessaire de faire des démarches pour nous défendre de ce danger.

Nous ne serons pas seuls pour cette critique de l'article 16. Nous trouverons l'appui de pays compromis comme l'Italie et ses amis, celui de quelques autres peut-être. Si donc nous prenons résolument position contre l'article 16, nous nous trouverons dans le camp des "punis". Pouvons-nous risquer cela ? C'est la question que se pose M. Bonna. Peut-être vaut-il mieux agir carrément que d'adopter une attitude incertaine.

M. Bonna pense aussi qu'une critique d'ordre général serait préférable à un nouveau plaidoyer en faveur de notre propre cause. Nous serions plus forts sur le terrain général.

M. Gorgé croit qu'il y a un léger malentendu entre M. Burckhardt et lui. Il ne pense pas, en effet, qu'il faille exclure de notre communication à Genève toutes considé-

rations d'ordre général.

Il faut toutefois reconnaître qu'il n'est pas possible de tout dire. Par exemple, pour ramener l'Allemagne à la Société des Nations, il serait indispensable, semble-t-il, de séparer le Pacte du traité de Versailles. Il serait bien dangereux de parler actuellement de ce point. La réaction de la Petite-Entente, notamment, serait très vigoureuse.

C'est pour des motifs de cet ordre qu'il a paru à M. Gorgé qu'il serait peut-être préférable de limiter nos observations à l'article 16.

A ce propos, M. Gorgé constate que le rôle des grandes puissances est de plus en plus prépondérant au sein de la Société des Nations. Les petits Etats sont, en fait, placés dans une situation d'inégalité. Il n'est donc pas juste de faire reposer sur eux des obligations aussi lourdes que sur les grandes puissances.

Nous devrions dire dès maintenant que, s'il n'est pas possible de changer quelque chose à la situation actuelle, nous sommes obligés de faire des réserves sur notre situation spéciale, qui est très dangereuse. M. Gorgé remarque, en passant, que si un conflit dans lequel l'Allemagne serait impliquée venait à surgir, celle-ci serait un voisin beaucoup plus difficile que l'Italie. Il ne faut pas, bien entendu, monter notre cas en épingle, mais exposer que la Société des Nations a évolué de telle manière que nous devons tenir compte plus que jamais de notre position particulière en Europe. Nous pouvons dire aussi qu'à l'examen spécial de cette position, nous préfererions une révision générale du Pacte.

M. Motta remercie les orateurs précédents

d'avoir bien voulu lui exprimer leur opinion.

Il n'y a qu'à ouvrir les yeux pour voir que la situation politique a profondément changé. La guerre civile d'Espagne a fait ressortir l'importance qu'a prise maintenant l'Allemagne, dont tous les gestes sont observés avec la plus grande attention. La position de l'Italie est également toute différente, notamment en ce qui concerne ses rapports avec l'Angleterre et son influence dans la Méditerranée. La politique britannique est hésitante. On le voit dans les affaires d'Espagne ; la Grande-Bretagne craint que les insurgés, s'ils sont vainqueurs, ne favorisent l'Italie et l'Allemagne. L'Europe de 1936 est beaucoup plus dangereuse que celle de 1920.

Le problème pour nous est le suivant : est-ce que, non seulement comme Suisses, mais comme hommes de bonne foi, nous pouvons souhaiter la disparition de la Société des Nations ? Est-ce que cela serait sage, est-ce que cela serait digne d'un homme qui pense ? Il faut que l'on sache que nous sommes partisans d'une organisation internationale et que nous ne sommes pas seulement guidés par des intérêts particuliers.

Il faut reconnaître que la Société des Nations a promis des choses qu'elle ne pouvait tenir. M. Motta l'a déjà dit à une réunion des "neutres" au moment du conflit italo-éthiopien.

Si le système des sanctions est maintenu, il ne sera jamais possible d'obtenir le concours des Etats-Unis, de l'Allemagne. L'Italie s'en ira sans doute. Si l'on pouvait pourtant obtenir la participation de toutes les grandes puis-

sances, -il n'est pas indispensable qu'Haiti, le Liberia et le Nicaragua soient membres-, M. Motta est intimement persuadé que la Société des Nations qui serait ainsi obtenue serait plus précieuse que la Société des Nations actuelle, bien que celle-ci jouisse, mais en apparence seulement, d'un pouvoir matériel.

M. Motta souhaite donc que nous disions nettement, en quelques phrases, que nous tenons à l'universalité et que l'universalité vaut plus que la contrainte matérielle. Il croit que le Conseil fédéral admettra cette manière de voir.

Le second point touche au caractère spécifique de l'article 16. Cet article est inique. Pourquoi a-t-on pris des sanctions contre l'Italie et non contre le Japon? Parce qu'on s'est imaginé que la première était plus faible, plus vulnérable. Peut-on imaginer, d'autre part, des sanctions contre l'Allemagne, contre la Russie, contre la Grande-Bretagne, contre les Etats-Unis? Ce serait de la folie.

Le mieux serait que cet article 16 fût éliminé. M. Motta rappelle que les Etats "neutres" ont déjà fait une déclaration selon laquelle ils n'appliqueraient plus les sanctions aussi longtemps que l'article 16 ne serait pas appliqué d'une manière conséquente. Il serait sans doute possible de chercher à s'entendre avec eux pour l'adoption d'une attitude commune. Mais il serait assez délicat de les aborder. Si nous rencontrions des difficultés, notre action risquerait d'être paralysée dans la suite. Nous pourrions néanmoins nous efforcer de créer un mouvement en notre faveur. Peut-être trouve-

rons-nous aussi un certain appui parmi les Sud-américains.

Il y a une idée contre laquelle M. Motta s'élève en tout cas avec une grande énergie, c'est celle de la France et de ses amis, qui consiste à former des ententes régionales, c'est-à-dire des alliances, et à laisser à ces groupements le soin de décider des sanctions militaires.

Quant à la position spéciale de la Suisse, M. Huber a eu raison de dire que, lors du conflit italo-éthiopien, l'interprétation que nous avons faite de la Déclaration de Londres était discutable du point de vue strictement juridique. C'était toutefois une nécessité politique, et l'Assemblée fédérale unanime a approuvé la tactique que nous avons suivie alors.

Nous n'obtiendrons sans doute pas que la Société des Nations nous reconnaisse le droit d'agir à l'avenir selon les circonstances. Quand nous avons fait nos déclarations, au cours du conflit italo-éthiopien, aucun Etat n'a dit que nous avions raison, aucune déclaration officielle n'a suivi. Il n'y a pas eu de consentement explicite. On peut tout de même parler d'une sorte de consentement tacite. Cela pourra nous être utile.

M. Motta remercie M. Gorgé de son intéressante étude préparatoire. Pour la rédaction de notre lettre au Secrétariat, il faudra tenir compte, bien entendu, de la discussion d'aujourd'hui. Une nouvelle réunion pourra être convoquée pour examiner le projet qui sera élaboré. Il n'est pas nécessaire de se presser, seule la réponse de la France est parvenue jusqu'ici à Genève. Un pays dont la réponse

risque de se rapprocher de la nôtre est la Grande-Bretagne. Quant à l'Italie, elle est suspecte à Genève.

M. Motta constate avec plaisir qu'il n'y a pas de divergences sur le fond entre les personnes présentes et que toutes pensent qu'il faut faire quelque chose. Nous sommes d'avis qu'on doit faire une critique d'ordre plutôt général, mais profiter aussi de l'occasion pour exposer les conclusions d'ordre pratique auxquelles nous a conduits l'expérience du conflit italo-éthiopien.

M. Huber n'est pas opposé non plus à ce que nous disions ce que nous pensons de la Société des Nations en général, surtout quant à l'universalité. Nous pouvons marquer nos préférences aussi pour l'organisation du système des sanctions sur une autre base. Mais, le système étant ce qu'il est, nous pouvons faire les réserves qu'impliquent les dangers de notre situation et indiquer que celle-ci doit être éclaircie.

M. Burckhardt observe que les divergences qui se sont manifestées ne touchent au fond qu'à des questions de procédure. Il est heureux que M. Huber admette avec lui que la réponse suisse contienne des critiques d'ordre général.

M. Motta demande encore à M. Voirier ce qu'il pense personnellement de la question.

M. Voirier n'a vraiment pas grand'chose à ajouter. Il croit, lui aussi, qu'une Société des Nations dépourvue de pouvoir matériel, mais universelle, serait préférable, pour la Suisse et pour la communauté des Etats, au maintien du statu quo. Quant au système des sanctions proprement dit, il est dangereux et injuste et il faut en souhaiter la disparition.

Les dangers de notre situation internationale ont frappé M. Voirier et il serait donc très heureux que, quoi qu'il advienne de la revision du Pacte, nos obligations soient réduites dans la plus grande mesure possible. Nous ne pourrions peut-être même plus nous engager, dans un nouveau conflit, à faire contre l'agresseur ce que nous avons fait lors du dernier conflit.

M. Voirier ne se cache pas qu'en prenant parti nettement pour la revision du Pacte, nous nous placerons dans un camp qui n'est peut-être pas très sympathique actuellement à une certaine partie de l'opinion internationale. Mais le danger est moins grand que celui qu'il y aurait à ne pas tenir compte, d'une manière ou d'une autre, de la gravité de la situation.

M. Motta fixe une nouvelle séance au lundi 31 août. Le projet de lettre au Secrétariat y sera discuté. Ensuite, la délégation suisse à l'Assemblée devra également se réunir.

M. Huber se réserve de communiquer ses observations par écrit, car il ne peut assurer qu'il sera en mesure d'assister à cette séance.

La séance est levée à 11 h. 30.
